

Objet : projets éoliens

Mr Le Ministre Emmanuel Macron

Copies in fine

Monsieur le Ministre de l'économie et des finances

Par mes lettres du 30/1/2015 et du 1/5/ 2015 restées sans réponse, l'association « Chambarans Sans Eolienne Industrielle » que je préside a alerté sans succès Mme Ségolène ROYAL sur la nécessité de modifier la loi sur la transition énergétique pour arrêter le soutien des projets éoliens qui, selon nous, ne se justifient pas du point de vue économique, et encore moins au niveau écologique.

La politique adoptée conduit **à la situation ubuesque actuelle** : effondrement des prix de l'électricité à la production, augmentation significative du prix pour les particuliers, et malgré cela, forte dégradation des comptes d'EDF :

- On constate une baisse du prix de l'électricité à la production: moins de **40 € /Mwh**. Cette tendance traduit une surcapacité de moyens de production électrique et résulte en partie de l'ajout des nouvelles capacités de production ENR, essentiellement l'éolien qui échappe à la logique industrielle puisque la rentabilité de ces projets est garantie indépendamment des besoins (obligation d'achat par EDF à prix fort : **91 €/Mwh**).
- **Chaque éolienne est actuellement subventionnée à hauteur de 200 000 €/an** : $2 \text{ (Mw)} * 0,22(\text{rendement}) * 365(\text{jours}) * 24 \text{ (heure)} * (91-40)$.
- On peut penser que cette politique va de pair avec la décision traduite dans la loi sur la transition énergétique d'arrêter de façon arbitraire bon nombre de centrales nucléaires à court terme (avant 2025), avant leur fin de vie technique.
- Le coût réel de l'éolien n'est que partiellement répercuté sur la facture. Le coût complet de l'éolien est « planqué » dans les comptes d'EDF : de 2007 à 2014, la CSPE représente pour EDF, un déficit cumulé de 8,4 milliards €, en augmentation exponentielle (en 2025, avec 25000 MW d'éolien prévu, le surcoût de l'éolien serait de 2,5 milliard € par an).
- Sans augmentation très importante du prix de l'électricité, cette politique, si elle est durablement poursuivie, va conduire à la faillite d'EDF : des premiers signes sont visibles : Effondrement du cours de l'action EDF- Annonce de réductions d'effectifs à EDF.
- L'indépendance énergétique française est actuellement garantie : Le nucléaire et l'hydraulique sont des moyens de production nationaux. Pour le nucléaire, les sources d'uranium sont diversifiées dans le monde et la matière première intervient pour moins de 5 % du prix de revient, tout le reste, est sous contrôle et fait en France (créant et maintenant les emplois associés), contrairement à l'éolien qui est une technologie importée.

En ce qui concerne les impacts environnementaux :

- Les éoliennes de grande taille ont un impact fort sur l'environnement. Localement, dans le secteur des chambarans et Thivolet, la beauté des paysages préservés s'accommode très mal avec les projets d'éoliennes géantes (hauteur 150 m).
- Avec 75 % de nucléaire et environ 15 % d'hydraulique, la France a déjà un taux de production électrique décarbonnée de plus de 95 %, record mondial pour les très grands pays industrialisés. L'effet des éoliennes est totalement négligeable en France: la part minimale résiduelle d'électricité à base thermique (moins de 5 %) est incontournable pour assurer les pointes de consommation (ce que ne peut faire l'éolien non modulable et aléatoire).

En fait, l'éolien s'inscrit dans la politique de sortie du nucléaire. Il est insoutenable d'assister au mensonge d'état lié à une communication qui dissimule les effets de ces choix :

- Comme en Allemagne, la réduction du nucléaire s'accompagnera inévitablement de l'utilisation accrue des centrales thermiques avec la production de CO₂ associée (L'éolien, avec un taux de disponibilité de moins de 25 % doit être complété par des centrales thermiques). Où est le bilan environnemental ?
- La hausse du prix de l'électricité à 2,5 % au 1er Août 2015, arbitrée par le gouvernement, contrairement à la proposition CRE (entre 3,5 % et 8 %), laisse croire aux français que le surcoût de l'éolien ne sera pas répercuté sur les consommateurs. Plus récemment, le gouvernement annonce des aides aux particuliers pour compenser ces augmentations : sur quel budget ? Le budget de l'état a-t-il à ce point des marges ? Y aura-t-il une taxe supplémentaire ?

Monsieur le Ministre de l'économie et des finances, Il est urgent de revenir à une politique énergétique qui tienne compte des faits économiques et écologiques qui tôt ou tard finiront par s'imposer :

- Poursuivre activement un soutien raisonné (à un coût acceptable) aux économies d'énergie
- La surcapacité électrique actuelle, devrait conduire à un moratoire sur l'obligation d'achat de l'électricité éolienne (pourquoi subventionner la production électrique excédentaire?).

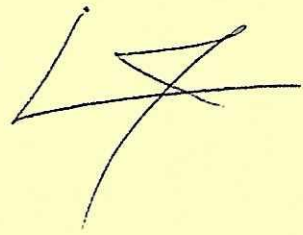
Les sommes économisées permettraient de maintenir la dotation d'état aux petites communes étranglées financièrement et qui sont forcées à brader leur principale richesse spécifique : un cadre de vie et une beauté des paysages qui font de la France le premier pays touristique du monde.

- Tenir compte de l'impact des éoliennes géantes, en appliquant l'amendement voté au sénat : obligation d'éloignement à 1000 m des éoliennes par rapport aux habitations, pour protéger les riverains.

En tout état de cause, une explication claire de votre stratégie économique autour de l'obligation d'achat de l'électricité éolienne, dans le contexte industriel actuel français, nous aiderait à faire le bon choix pour les prochaines échéances électorales. Pour nous, l'intérêt général et la préservation de notre cadre de vie seront les deux éléments déterminants.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur le Ministre, nos sincères salutations.

Le président de CSEI



- Copies
- M le premier Ministre
 - Mme la Ministre Ségolène ROYAL
 - M les Présidents du Sénat, de l'Assemblée N
 - Mme et M les Sénateurs ou Députés (26 – 38)
 - Mme et M les élus locaux
 - EDF Energies Nouvelles

Mk de l'industrie / d'arrêt de bon nombre de centrales nucléaires avant 2025 va conduire à la ruine d'EDF: Aucune stratégie à comparer, les difficultés d'AREVA ne sont qu'une "goutte d'eau" désastre économique et la forte dégradation des conditions de vie des riverains proches des éoliennes. Inscrivables